L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 25 JUILLET 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT, PROPRIÉTAIRES-GÉRANTS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $6; par trimestre, $4.
Prix d'un numéro, 10 cents.
EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi
Par an, $4; par semestre, $2.
TARIF D'ANNONCES.
Les annonces judiciaires, payables à terme de vingt jours après la livraison du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront $1 00 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $10 par le carré par mois.
Les journaux publiés régulièrement et souvent des annonces nouvel, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel exemple qu'il sera convenu avec eux; mais dans aucun cas, cet exemple ne dépassera 25 pour cent.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents par ligne pour chaque insertion.
Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.
Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées au fois.
Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses leur ano et payable à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN 25 JUILLET.

☞ Pour la liste des navires et vaisseaux arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en donnée, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par B. Roger & Co, à leurs salles d'encan—Grande Vente de bottes, souliers et brodequins.
Par Montgomery, Rijs & Co, à leur salle d'encan—Vente régulière de meubles—Et aux écuries de F. Lidner—magnifiques chevaux, mulets, voitures latérales, buggies, &c.
Par S. Guinault, à 11 heures, chez M. Jouset, à l'entrée de la rue Bienville, sur le Chemin de la Metairie—belles vaches laitières, chevaux, charrettes, &c, d'une vacherie.
Par Hols, Bloom & Co, au No 21 de la rue de Chartres—marchandises sèches, habillements et chapeaux, sans réserve.
Par Vincent & Co, au No 16 de la rue de Chartres—marchandises sèches démarquées et du pays, vin rouge.
Par D. E. Murphy (Successeur Bonneau), café, chicorée, poivre, saloir, aux Nos 34, 36 et 38 de la rue Lafayette, graisse, beurre, jambons, &c.
Par J. P. Solomon, aux Nos 49 et 51 de la rue Orleans—farine, froment, farine de maïs, &c.

☞ Achetez vos chaussures et chocolates chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

L'opposition parlementaire en France.

Ceux qui dans le sein du Corps Législatif de France ont soutenu le parti Juarez et la politique américaine contre la politique de Napoléon à l'égard de Mexique et contre l'entreprise de Maximilien ne sont pas des hommes à se faire après l'échec de cette tentative. L'opposition sous tous les régimes a des passions inexorables, qui ne pardonnent pas. Aussi, voyons-nous que chez M. Thiers et chez M. Favre, elles sont encore ce qu'elles étaient au début de l'invasion française au Mexique. Ces messieurs auraient fait un beaucoup plus grand dictions qui se sont réalisées et ils ne veulent pas être frappés de mutisme dans leur triomphe. A quoi ce triomphe serait-il bon, en effet, s'ils ne pouvaient l'exploiter à leur guise contre le gouvernement de leur pays ? Ils avaient en, jusqu'ici, si peu de succès contre ce même gouvernement, qu'on ne pourrait vouloir, sans cruauté, les empêcher de célébrer le premier qu'ils auraient eu. Aussi l'autorité supérieure ne prétend pas à leur silence. MM. Thiers et Favre ont déjà parlé. Ils peut pu déjà pour la centième fois, reprocher à l'Empire ses fautes, et nous voyons dans le fait le fait exécuté par nous transmet le télégraphe sous-marin, que les deux hommes n'ont pas changé. Alliés de Juarez et de la doctrine de Monroe avant la guerre, ils sont encore aujourd'hui les alliés de l'un et de la prétendus de l'autre, et toujours prêts à commettre, en faveur de ce grand intérêt, toutes les injustices de langage imaginables, nous disons "de langage" car très certainement ils n'auront jamais la puissance d'en commettre d'autres.

M. Thiers qui donna à tout ce qu'il traite des proportions inouies, étendu son grand discours prononcé naguère sur les affaires d'Allemagne, discours où il a refait l'histoire de fond en comble pour mieux l'accommoder à ses idées, discours qui a en pour résultat non pas une solution universelle contre la France, mais au contraire la visite universelle à Paris des plus puissans souverains et princes du monde, venus pour admirer franchement les grandeurs de l'Empire. M. Thiers que toutes ses grandeurs impressent comme un cauchemar du sang lui même, il avait des raisons pour en être jaloux, ne crainit pas de dire que la France a perdu tout son prestige en Amérique et toute son influence en Europe; que par conséquent l'Empire, au lieu de grandir la France, l'a rapetissée. Tel est le nouveau cours d'histoire qu'il M. Thiers veut faire faire à son pays. Ces idées sont si peu pratiques et si peu nouvelles pour d'hommes qui, quand même elles seraient vraies sous quelque rapport Mais, malheureusement pour M. Thiers elles sont fausses de tout point.

Il est parfaitement faux de dire que la France a perdu tout son prestige en Amérique, quand, au contraire, c'est la seule nation européenne qui ait osé, dans ces derniers temps, envoyer des armées sur le continent de l'Amérique et y conquérir un vaste pays où ces armées seraient encore, si des événements plus considérables, et que M. Thiers n'avait pas prévus, n'eussent fait un devoir à la France de rapiter ses forces pour agir, le cas échéant, avec plus de liberté dans un autre hémisphère.

Si M. Thiers était appliqué au sentence à l'Angleterre et à l'Espagne, il eût en plus de raison, car il eut bien que ces deux puissances, en reculant devant la réalisation d'un plan préconcerté entre elles et la France à l'égard de Mexique, dont elles étaient et sont encore de fortes convoitises, ont abandonné à la France le soin d'accomplir seule une tâche qui les concernait toutes. Qui a perdu son prestige ? Est ce la nation qui désertait ou celle qui persistait et marchait en avant ? Quand la France, demeurée seule sur le littoral mexicain, brava tous les dangers de climat, tous les mauvais pronostics, tous les complots cachés, même ceux de MM. Thiers et Favre, et lança dans le centre du pays un petit corps d'armée sous les ordres du général Lorencez, qui est l'audace, avec une poignée d'hommes, alliés et partisans, en présence de Puebla, la France alors perdit-elle son prestige ? Et quand, un peu plus tard, avec un faible surcroît de monde, la France fit la conquête du Mexique tout entier, ce prestige fut-il perdu ?

Il est singulier que M. Thiers, qui a tant aimé à parler de bataille et à faire le récit de guerres et de conquêtes, ait inutile la conscience et l'avait de grand dans cette tentative de Napoléon, faite au delà des mers, à une si vaste distance de France, dans l'intérêt de commerce français, dans l'intérêt de la civilisation en général, et surtout dans l'intérêt de cette race latine dont M. Thiers, en qualité de natif d'Aix en Provence, fait essentiellement partie.

Evidemment ce qui manque à ces deux hommes, MM. Thiers et Favre, ce sont les connaissances qu'on ne peut acquérir qu'en voyageant. On dit que M. Thiers est allé une fois dévider un chapelet de bataille en Allemagne, étude à laquelle il consacra une toute un quart d'heure comme il le fit pour l'étude des finances anglaises, ce qui l'obligea à passer quelques heures à Londres à part ces deux voyages exécutés avec la rapidité qui le distingue et avec le mince respect qu'il professe pour tout ce qui n'est pas français, nous ne croyons pas que M. Thiers soit jamais sorti de Paris. M. Jules Favre a été de même rivé au sol. Sans prétendre qu'il n'ait pas fait au moins une excursion à Genève, à l'exemple de son ancien collègue de la chambre, M. Odillon Barrot, qui ne pouvait jamais se décider à quitter Paris pour un jour, nous affirmons que M. J. Favre ne connaît bien au monde que deux villes, Lyon d'abord, sa ville natale, et ensuite Paris, sa ville professionnelle, théâtre ordinaire de toutes ses gloires, car en soit que M. Jules Favre a été tout récemment élu membre de l'Académie. M. Thiers qui a traversé la Manche, accès plus grand voyageur que M. Favre, a ce dernier n'est traversé la Méditerranée pour aller à Oran plaider devant un conseil de guerre la cause d'une Arabe.

Voilà les deux hommes qui ensemble que la France a perdu son prestige en Amérique et aussi en Europe, venus combattre que si l'on ne le connaissait, Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire dans leur conversion, c'est que le premier n'a pas cessé de regretter que de Louis Philippe dont toute l'audace se borna à envoyer quelques marins contre un empereur anglais chez la reine Pomaré, agent que Louis Philippe laissa plus tard de son gendre et que le second, M. Jules Favre, demandait les Italiens à Mentana, son même Italiens dont Napoléon, même officier, vient de méconnaître la nationalité et l'unité. Pour juger ainsi qu'ils le font et pour tenir aussi effrontément à l'histoire contemporaine, il faut que ces deux hommes aient perdu le sens de la réalité et de respect humain; il faut que les hommes de la politique, ayant en également leur esprit, aient fait à leur cœur une blessure mortelle. L'un a 68 ans, l'autre 74 : ils étaient les alliés de Juarez pendant la guerre ; ils restent les alliés de Juarez après le meurtre de Maximilien. Qu'espèrent d'eux ?

ASSOCIATION DES CAPITAINES DE BATEAUX A VAPEUR.—Nous publions plus loin un avis des capitaines de bateaux du fleuve, portant que le 1er septembre 1867, ils ajouteront 25 p 0/0 au fret ordinaire sur tout le coton qui ne sera pas lié avec des cercles de fer parfaitement recouvert de toile d'emballage.

SOUSCRIPTION
Au profit des Soldats de l'armée impériale mexicaine.

E. M.	$1 00
M. J.	1 00
L. M.	1 00
Joseph Llulla	40 00
L'Abeille	10 00
Bernard Avrego	50 00
J. A.	1 50
C. R.	1 00
H. M.	1 00

Nouvelles du Mexique.

Nous trouvons dans le Brownsville *Ranchero* et dans le *Rio Grande Courier* le bulletin de nouvelles qui suit :

La ville de Mexico a souffert beaucoup pendant le siége, surtout les basses classes. Une charge de farine se vendait $600, une charge de maïs $100, une tortille un picayune, un oeuf 25 cents, un pain $4, et toute chose en proportion.

Huit maisons de commerce ont prêté à Diaz $200,000 sans intérêt pour payer les troupes et les dépenses du gouvernement.

On dit que Lacunza, Larez et d'autres sont cachés dans la maison du ministre anglais et que Diaz a ordonné d'y faire une recherche et les prendre s'ils s'y trouvent. Aucun ministre étranger ne reconnaît encore le gouvernement libéral. Lacunza, Larez et d'autres sont de ceux qui ont montré le plus de résolution à soutenir l'empire.

Le général Corona a été envoyé pour supprimer la neutralité armée de Lozada dans les montagnes d'Alica.

Si l'on en croyait les journaux libéraux, 968 personnes auraient été exécutées sous l'empire.

Le *Bulletin* de la Paz, Haute Californie, dit que le fameux Gaston d'Ariola a été pris, jugé par une cour martiale et condamné à mort. Il devait être exécuté le lendemain.

Un témoin du massacre de Puebla a informé l'éditeur de *Ranchero* qu'on n'avait pas donné exactement le nombre de ceux qui ont été massacrés à Puebla par ordre de Diaz. Le nombre doit être doublé au moins, et c'est le plus grand massacre qui ait jamais été exécuté au Mexique.

Toute la marine mexicaine consistant en deux ou trois navires, a été détruite dans les eaux du Golfe, par la tempête.

Une correspondance du *Ranchero* écrit :

Vous avez entendu parler des 60 dames qui vêtues de noir étaient allées demander à Juarez la vie de Maximilien et qui n'avaient éprouvé qu'un refus brutal. Ces mêmes dames sussitôt qu'elles connurent la mort de Maximilien et de ses généraux, allèrent entendre une grand messe de mort à la cathédrale. Cette démonstration a produit une sensation immense, car depuis le départ des empereurs impériaux on n'avait jamais vu tant de dames dans les rues de la ville.

Un soldat autrichien rapporte qu'il n'y avait pas plus de 200 Autrichiens et Français à Queretaro et qu'ils y ont été soumis à toute espèce d'indignités. On leur prit tous leurs habits, leurs linges et même jusqu'à leurs chemises et, réduit à un état complet de nudité, on leur fit parcourir les rues de la ville. On les laissa 7 jours sans pourriture et plusieurs sont morts de faim. Ils seraient tous morts sans la générosité des femmes de Queretaro qui leur apportaient quelques vivres.

Le commandant général de Monterey le *Ranchero* apprend que le traître Lopez a été arrêté par le gouverneur d'Oaxaca. La correspondance dit :

" Sa trahison envers l'empereur lui a valu son pardon auprès du chef du gouvernement libéral, Juarez, mais il n'a pas délivré des serres sanglantes du gouverneur d'Oaxaca. Les preuves contre lui suffisent pour le convaincre, et l'opinion dominante ici est qu'il sera fusillé. Que Dieu le veuille !

" Benito Juarez est candidat pour la réélection à la présidence. L'élection aura probablement lieu la fin de cette mois ou dans la première semaine du mois d'août.

Revue de la Presse parisienne.

Nous continuons à reproduire, par extraits, les sentiments et opinions des journaux de Paris sur l'exécution de Maximilien.

France—En face d'une telle calamité, notre cœur se brise, notre raison se trouble. Nous avons compté sur la Providence qui frappe au moins siècle de progrès de si grandes épreuves. Hélas ! nous nous trompions ; il nous était réservé de voir de plus près l'un des plus grands crimes de l'histoire. Quand on les voit de loin, l'indignation s'émousse. Chez nous aussi il y a eu des sacrifices sanglants, et nous avons vu la mort en face, mais personne n'a été roi, et une reine parce qu'elle était reine, et sans que son titre de femme et de mère ait pu la sauver. On ne s'en doutait pas assez, il faut, cependant, s'en souvenir pour détester les passions qui enfantent de pareils forfaits. Or, voilà un terrible rappel, qui, venant du faîte ou côté de l'Atlantique, retentira dans le monde entier.

Une protestation ardente va s'élever du fond de la conscience universelle. Elle sera la chaîne des chaînes ; elle sera aussi la revanche du droit éternel et de la sainte humanité.

Pour aussi toute l'horreur du drame de Queretaro, il faut reporter cet crime de Miramar. Il y a là une noble femme que le désespoir a rendue folle. Dieu lui a fait la grâce de la pas comprendre ce qui se passait autour de l'intelligence, fermée à la vie réelle, se replie dans ses souvenirs. Elle s'absorbe dans la pensée de celui qu'elle a quitté et qu'elle aimait. Elle regarde vers l'Adriatique, espérant toujours voir poindre à l'horizon le vaisseau qui doit ramener son époux. Mais Juarez a prononcé : elle ne verra pas son époux revenir.

Et maintenant, se trouvera-t-il encore une voix pour dire que l'expédition française a été un crime contre la liberté d'un peuple ? Ah ! dites qu'elle a été un grand malheur, parce qu'elle n'a pas réussi ! — *La Guéronnière.*

Mémorial diplomatique.—Le coup qui atteint la famille impériale d'Autriche a été vivement ressenti par la vieille Europe, à laquelle on dédé audacieux vient d'être jeté à titre de représailles et comme une application impérieuse et barbare de cette doctrine Monroe dont nous avons laissé affirmer trop facilement l'opinion publique, d'où résulte que des manifestations qui honorent le sentiment français et qui témoignent de l'entraînement que notre pays éprouve pour les grandes infortunes supportées avec courage. Mais ou vivant, l'empereur Maximilien laisse la réputation d'un homme de cœur, et cela seul suffirait à sa gloire.

En suivant le cours de nos réflexions, il nous est bien difficile de ne pas nous demander quelle impression nous produite aux Etats-Unis. Cette mort est, après tout, l'œuvre d'un parti et d'un homme que le cabinet fédéral a soutenus moralement et matériellement pendant toute la guerre, et sur lequel il exerce que n'est permise. Or le premier usage que les juristes ont fait de leur retour à une fortune politique dans les Etats-Unis prouve que la responsabilité est de leur refuser la vie d'un ennemi, et de placer, pour ainsi dire, par ce seul acte précédent l'équité et de reconnaître, le gouvernement américain dans la nécessité de venger la mort de l'empereur Maximilien. Quelle leçon pour les agitateurs du Congrès et du Sénat de Washington, qui n'ont pas en de répit qu'ils eussent entraîné le cabinet fédéral dans une compromission ouverte avec Juarez et ses partisans, et qui exposent aujourd'hui M. Seward en personne à donner au monde civilisé le spectacle de son impuissance à empêcher cette mort de Maximilien, pour lequel ils ont demandé une grâce qui ne s'est jamais vu tant de dames dans les rues de la ville.

Le Siècle dit :

" La république mexicaine est seule responsable devant l'histoire de l'exécution de Maximilien, comme le parlement anglais est seul responsable de l'exécution de Charles Ier, comme la convention est seule responsable de l'exécution de Louis XVI, comme Napoléon Ier est seul responsable de l'exécution du duc d'Enghien, comme les Bourbons de Naples et de France sont seuls responsables de la mort de Murat et de celle de Ney.

" N'exagérons rien ! Le réalité n'est-elle pas assez terrible et douloureuse par elle-même sans que nous mêlions à nos regrets les violences de l'esprit de parti ! Nous avons toujours cru et conseillé à la *Patrie* et aux feuilles qui comme elle, veulent absolument rester en France, soit par les hommes de l'ancienne législatif, soit dans les prises démocratiques, des complices, des instigateurs de la cruelle mesure qui a frappé Maximilien.

" Oui, nous regrettons profondément que le président de la république mexicaine n'ait pas pu ou dû, depuis le siége, qui, nous déplorons sincèrement la mort de ce jeune prince mais enfin la loi martiale, la loi de mort appliquée à l'empereur Maximilien, qui l'avait défendu ; qui en avait usé à la rigoureuse application ? Même devant ce grand désastre noyons toutes, et nos dépassées du gouvernement.

" Mais, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander quelle impression produira sur l'opinion publique ? Cette mort est, après tout, l'œuvre d'un parti et d'un homme que le cabinet fédéral a soutenus moralement et matériellement pendant toute la guerre et sur lequel il exerce que n'est permise. Or le premier usage que les jurisites ont fait de leur retour à une fortune politique dans les Etats-Unis prouve que la responsabilité est de leur refuser la vie d'un ennemi, et de placer, pour ainsi dire, par ce seul acte précédent l'équité et de reconnaître, le gouvernement américain dans la nécessité de venger la mort de l'empereur Maximilien. Quelle leçon pour les agitateurs du Congrès et du Sénat de Washington, qui n'ont pas en de répit qu'ils eussent entraîné le cabinet fédéral dans une compromission ouverte avec Juarez et ses partisans, et qui exposent aujourd'hui M. Seward en personne à donner au monde civilisé le spectacle de son impuissance à empêcher cette mort de Maximilien, pour lequel ils ont demandé une grâce qui ne s'est jamais vu tant de dames dans les rues de la ville.

Un soldat autrichien rapporte qu'il n'y avait pas plus de 200 Autrichiens et Français à Queretaro et qu'ils y ont été soumis à toute espèce d'indignités. On leur prit tous leurs habits, leurs linges et même jusqu'à leurs chemises et, réduit à un état complet de nudité, on leur fit parcourir les rues de la ville. On les laissa 7 jours sans pourriture et plusieurs sont morts de faim. Ils seraient tous morts sans la générosité des femmes de Queretaro qui leur apportaient quelques vivres.

Le commandant général de Monterey le *Ranchero* apprend que le traître Lopez a été arrêté par le gouverneur d'Oaxaca. La correspondance dit :

" Sa trahison envers l'empereur lui a valu son pardon auprès du chef du gouvernement libéral, Juarez, mais il n'a pas délivré des serres sanglantes du gouverneur d'Oaxaca. Les preuves contre lui suffisent pour le convaincre, et l'opinion dominante ici est qu'il sera fusillé. Que Dieu le veuille !

" Benito Juarez est candidat pour la réélection à la présidence. L'élection aura probablement lieu la fin de cette mois ou dans la première semaine du mois d'août.

Correspondance Parlementaire.

Paris, 3 juillet.

N'était la funèbre nouvelle de la mise à mort de Maximilien, les *trois journées* qui doivent être consacrées à la discussion générale du budget, seraient l'événement du jour.

...Après les premières escarmouches oratoires de M.M. Latour du Moulin et Calley St. Paul, M. Ernest Picard a pris possession de la tribune.

J'admis, j'en conviens, cette d'accusation aussi virulente n'a été prononcé contre aucun gouvernement, dans aucune assemblée, que le réquisitoire de M. Picard contre l'administration dont M. Rouher est le principal organe. Je n'ai rien à ajouter à l'impression que produira le *Moniteur* ; quant à la physionomie de l'assemblée, vous la devinez sans doute, à quelques interruptions cependant, plutôt, à de certaines paroles où j'attendais des orages, quelque chose comme de la tempête. Il faut dire aussi qu'un homme ne prend un parti comme celui où s'était résolu M. Picard, qu'après de longs débats avec lui même, et avec la conscience d'un devoir à remplir. Involontairement, un auditoire subit l'ascendant du courage. Il frémit, mais il écoute. Personne hier, je vous assure, n'a troublé M. Picard spiritual, comme on a coutume de faire ; mais plus d'un l'a trouvé puissant. Peut-être aussi que par moments, quand le nom de Mexique venait se placer sur les lèvres de l'orateur, l'émotion d'une immense infortune, l'éclatait au milieu des pompes officielles, inspiraient elles à cet auditoire un espèce de recueillement qui triomphait du moment de ses passions.

M. Picard ne vaut pas entendre parler de conciliation entre les parties. L'orateur et son parti veulent autre chose. Qu'est ce donc qu'il oppose à cet autre chose ?.....C'est le système gouvernemental actuel, lequel est la compression politique pure et simple.

Le pouvoir actuel a fait seul la guerre du Mexique, sans la nation et malgré elle. Il a poursuivi ses idées en Allemagne, malgré nous et sans nous. Aujourd'hui, il vient nous demander 800,000 hommes. N'est-ce pas la une preuve d'un aveuglement fatal ?

M. Picard a discuté et combattu ensuite cette opinion du discours impérial, que l'influence des peuples dépend du nombre d'hommes qu'on peut mettre sous les armes. Il demande surtout le changement du système politique qui règne de puis 18 ans ; mais ses paroles sont si vives qu'elles lui amènent un finissent presque un rappel à l'ordre.

M. Du Miral a réfuté M. Picard et déclaré que la situation de la France n'est pas telle que l'orateur prétendait la faire. La France n'a jamais été plus grande ni plus respectée. Elle a fait des guerres heureuses ; elle étendit sa sécurité. On ne parlerait bâtiment, car elles ont relevé notre drapeau et étendu notre influence. Quant au budget, la commission a dû reconnaître les nécessités qui l'ont fait s'élever, en train de se modifier, à apporté à nos dépenses et à nos prévisions financières. Il faut bien parer aux événements futurs ou du moins ne pas les laisser présenter. Passant ensuite aux divers reproches formulés par M. Picard, M. Du Miral les combat successivement, et prouve que le budget des recettes excède de 14 millions celui des dépenses. On est donc sûr, selon lui, de l'équilibre budgétaire.

M. Jules Simon a passé sur la politique intérieure, *en toute sincérité*, comme il l'a dit. Il a déclaré en commençant qu'il a été profondément touché de la fête du Palais, parce que c'était la fête du travail et surtout du travail national. Dans cette séance, le mot de *liberté* a été prononcé ; mais comme il le faut-il comprendre ! Il faut entendre par ces mots : *Démocratie libérale et ordre dans la considération des droits du peuple*. Or, jusqu'ici, qu'est-ce qui a pu arriver à cette considération ? Rien ou peu de chose.

La France possède la liberté de la tribune. Elle n'a pas la liberté d'action parlementaire. Or, la démocratie sans la liberté peut devenir une chose dangereuse, car elle pourrait aboutir au césarisme, qui est la négation de la liberté et de la démocratie. C'est ce qui nous a conduits à un taux effrayé et à la vie à outrance, tant pour les particuliers que pour le gouvernement. Qu'il en résulte l'absence de sécurité, l'angoisse d'où on fait plus. On veut dépenser des hommes à outrance, en demandant au pays 800,000 hommes. Avec ce système on aller vous ! — A la ruine du pays ! Ces paroles sont applaudies par les vifs murmures d'une partie de l'assemblée.

M. Rouher a répliqué à M. J. Simon, et dans un discours énergique, habile et éloquent, il a combattu pied à pied M. Picard et M. Jules Simon. C'est un discours qu'il faut lire, car l'analyse n'en serait pas suffisante. L'honorable orateur a parcouru en effet, à grands traits, tout ce qui a été fait depuis 18 ans, et il a montré les efforts incessants de la majorité et du souverain pour tout améliorer, tout perfectionner et servir par l'ordre à la liberté.

L'assimilation les reproches formulés par M. J. Simon, M. Rouher montre la loi du droit de réunion proclamant les principes et ne s'arrêtant que devant l'intérêt public. Mêlé, dans ce cas où cette restriction n'aurait pas existé, le gouvernement, pour la sûreté de tous, aurait dû le créer, même en dehors de la loi. Quant à la vie à outrance et à la dépense d'hommes à outrance, on veut faire, à ce que dit l'opposition, M. Rouher y voit l'accroissement de la richesse publique et le bien être plutôt qu'autre chose. Pour l'accroissement des budgets on n'a rien prouvé. De même pour les scandales financiers. Ce sont là des accusations vagues qu'on devrait préciser avant tout ; autrement, on pourrait les qualifier sévèrement. Le pays est calme, il le partage par les défiances d'une opposition irritable ; il a confiance en son pouvoir et en son gouvernement. Où blâme la loi de l'armée, mais on oublie que la loi de l'armée a été un grand avancement pour le pays. La France ne cherche plus quelque à personne, mais elle veut être utilement armée et elle le peut en main sur la garde de son épée. C'est une précaution matérielle. Voilà tout.

L'orateur examine ensuite le droit d'interpellation, cette d'amendement, la suppression de l'adresse, la liberté financière, les candidatures officielles, etc. Tout ce discours a été très chaudement applaudi, la péroraison surtout qui a été très belle.

M. Rouher a eu un magnifique mouvement d'éloquence lorsque, s'adressant à M. Picard et à ses amis, il leur a dit :

" Je n'ai point avec vous ! Vous avez beau, à cette tribune, vous parler de je ne sais quelle transformation radicale de système, de je ne sais quel abaissement de cette grande nation, de je ne sais quel Empire nouveau ! Vous les essentielles de cette société. Le pays n'est point avec vous (Non ! — Très bien ! très bien !) Le pays est calme, parce qu'il ne s'assoie pas à vos défiances ! Le pays est confiant, parce que si vous avez pu citer une entreprise que j'avoue avec douleur, mais aucun hésitation, vous avez pu citer, dis-je, une entreprise de faire une espèce d'objectif pour toutes les attaques dirigées contre le gouvernement, l'ensemble n'est est pas affecté ! Le pays est noir dans un tableau brillant (Très bien ! très bien !) et l'éclat du tableau ne sera par obscurci par cette infortune. (Applaudissements.)

On le voit, les violences de l'opposition, pas plus à la tribune que dans la presse, ne passent pas sans réplique. Après le discours nerveux et incisif de M. Rouher, nouvelles attaques de M. Picard et de M. Jules Simon n'a résisté.

4 juillet.

Tribunes pleines, galeries regorgeant de spectateurs, jolies femmes, abbés, Chinois, Turcs et même deux citoyens des Etats-Unis en costume de société primitive, c'est à-dire avec des pipes sur la tête, des manteaux au cou et des oreilles, voilà l'aspect de la chambre aujourd'hui. A la tribune, se montre M. Lanjuinais. C'est un petit bonhomme parlant brièvement, avec habileté, avec vivacité, mais en faveur d'une thèse peu sympathique à la majorité de l'assemblée.

Aussi est-il interrompu à chaque instant par des murmures, des lazzis, des répliques brûlantes ; mais cela ne l'empêche pas d'aller toujours. Il va sans s'arrêter et en accumule reproches sur reproches. Les fonctionnaires sont tout puissants ; ils peuvent pratiquer, on ne peut les poursuivre. La liberté n'existe pas. Il faut bien que j'en parle. C'est une pluie, un déluge, une grêle..... L'assemblée bondit, l'opposition crie bravo ! M. Schneider agite en vain sa sonnette. Il l'arrêtera-t-il ? Il le faut ! — et elle y sera obéie ; mais elle tient bon et résiste. L'orateur va toujours. Il parle du rouleau de la maréchaussée et se plaint de la manière dont il a été traité. Ces paroles dirigées contre les juges de paix soulèvent de vives récriminations et amènent une protestation immédiate du garde des sceaux.

Un instant après, M. Lanjuinais attaque la cour de cassation. Toute la chambre se soulève contre ses expressions. Il les retire ; mais les mêmes protestations recommencent peu après. A chaque fait cité par lui, des interruptions violentes : calomnie, diffamation, c'était le mot qu'on lui jetait à la tête. Le président intervenait. Le bruit redoublait, la gauche s'en mêlait. C'était à n'y plus rien entendre. Passez vous qu'il se déferle ? Point. Vous ne connaissez qu'un M. Lanjuinais. Il continuait, pendant ce temps, à ranger de petits papiers sur la tribune, prenant l'un, quittant l'autre, profitant en prenant, et d'un ton clair, injurieux, railleur, reprenant ses discours. C'est un chef-d'œuvre de méthode, les arguments s'y enchaînent comme dans une pièce d'horlogerie, et les coups tombent des mots vigoureux et qui portent. A ces moments-là, on voyait de grandes colères au banc des ministres. Les maîtres de requêtes alliaient et venaient, voltaient toute une bibliothèque que M.M. Barocche et Rouher feuilletaient d'une main fébrenne. Seule transitoire dans l'agitation générale, pouchée sur leurs pupitres, tête deux extrémités de la salle, M.M. Berryer et Thiers dévorent, dévorent, dévorent. Les médecins de l'expédition du Mexique sont si longues !

Enfin, vers quatre heures, M. Lanjuinais descend de la tribune au milieu des *très bien* de la gauche, des *très mal* de la droite, et M. Baroche lui succède pour les défendre.

Tout le reste de la séance est employé entre M. Baroche, M. J. Favre, M. Rouher, M. Pelletier, M. Picard, M. Jules Simon et M. Lanjuinais. Qu'est comme un combat de Grecs et de Troyens autour du corps de Patrocle. D'ailleurs, M. Jules Favre vient de publier dans le discours de M. Jules Favre vous donne un aux idées de tout ce l'on est mort. Voyez-vous, mes amis, il faut que l'on ait mort. Voyez-vous, mes amis, il faut que l'on ait mort. Voyez-vous, mes amis, il faut que l'on ait